



Les candidats doivent dévoiler leur politique européenne

Publié le 16 février 2007 dans le Figaro

Par Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen France, auteur de l'essai *Le Coq et la Perle, 50 ans d'Europe* (Seuil)

Le président de la République est non seulement le chef de l'État français mais aussi un membre du Conseil européen. La participation du président français à cet organe composé des gouvernants nationaux et du président de la Commission n'est pas une option, ni une éventualité à considérer. C'est une réalité incontournable parce que les grandes décisions d'intérêt commun y sont prises. Même s'ils cherchent en général à s'en démarquer, les chanceliers et autres présidents font partie intégrante de « Bruxelles ».

Aussi appartient-il aux candidats à l'élection présidentielle d'expliquer ce qu'ils comptent faire, au niveau européen, s'ils sont élus. Quatre sujets appellent notamment des positions claires.

Aux candidats de dire s'ils sont favorables à un budget européen significatif qui dépasserait enfin le petit 1 % du PIB actuel. Se doter d'un vrai budget, alimenté par des ressources propres, publiquement débattu, permettant de mieux agir ensemble, voilà un défi majeur pour l'Union européenne. Et que répondre à nos partenaires qui opposent systématiquement PAC et dépenses d'avenir ? Une réforme privilégiant une agriculture innovante, tournée vers les biocarburants, moins polluante, centrée sur les terroirs et la qualité est-elle concevable ?

Les pays de la zone euro exercent en commun des responsabilités particulières. Le nouveau président français continuera-t-il à évoquer un sempiternel gouvernement économique, jamais défini, tout en refusant, selon une contradiction bien française, un gouvernement tout court ? Rappelons que la priorité donnée à la lutte contre l'inflation, à la rigueur de la gestion monétaire profite aussi aux ménages modestes : leur épargne, dans les années 1970-1980, fondait encore comme neige au soleil. Ceux qui veulent modifier le mandat de la BCE devront convaincre nos partenaires, les Allemands en premier, qui ont donné à l'Europe le fleuron de leur réussite, le deutschmark. Or nos résultats économiques ne nous permettent guère de donner des leçons. Si nombre d'entreprises françaises réalisent de bonnes performances globales, le déficit commercial français (- 30 milliards) est très préoccupant, notamment au regard des excédents allemands (+ 158 milliards). Notre endettement est colossal sans que nous ayons les performances de la Finlande en matière de recherche et d'éducation, ni les taux de croissance de l'Irlande. Si le candidat s'abandonne à des rododromes de campagne sur la BCE et l'euro, le président sera en porte-à-faux vis-à-vis de ses partenaires ; rapidement, il sera forcé de se raviser, non sans avoir creusé encore le fossé entre les Français et l'Europe.

Le Conseil européen prendra aussi, dans les années à venir, des décisions géostratégiques majeures. Notre prospérité, la sécurité de nos approvisionnements énergétiques, la diffusion de nos valeurs appellent des relations étroites avec nos voisins. Les décisions d'élargissement prises en catimini par le Conseil européen en 1999 (Helsinki), 2002 (Copenhague) et 2003 (Thessalonique) ont créé autant d'espoirs en dehors de l'UE que d'incompréhensions à l'intérieur. L'UE risque de ne pas tenir ce qu'elle a promis. Aussi chaque candidat doit-il dire publiquement comment il conçoit nos futurs liens avec la Russie, l'Ukraine, les Balkans, la Turquie et la rive sud de la Méditerranée. L'ambiguïté sur les frontières inquiète.

Enfin, le futur président devra sortir la France de l'impasse constitutionnelle où elle s'est enfermée. Une agglomération de non hétéroclites, posant parfois de bonnes questions, apportant rarement des réponses crédibles, a suffi à rejeter le traité constitutionnel. Elle n'a pas produit de solution de rechange. Les Français qui rejetaient le statu quo ont été dupés : sa perpétuation est à ce jour leur seule certitude. On leur a dit que voter non ne coûtait rien. En vérité, ce rejet ruine l'influence française ; il débouche sur une certaine marginalisation de notre pays. Il était un temps où la France était le moteur de l'Europe, où rien ne se concevait sans elle. À Madrid, le 26 janvier dernier, ceux qui ont ratifié le traité nous ont rappelé que l'Union européenne pourrait bien se faire sans nous, ou se défaire. Dans les deux cas, nous aurions fort à perdre.

Parce qu'il exerce ses responsabilités à deux niveaux, le président de la République doit indiquer quelle sera sa politique européenne. « Bruxelles aussi, c'est moi », devrait admettre Louis XIV aujourd'hui... Mais parce qu'il n'exerce pas seul ses responsabilités européennes, il devra aussi tenir compte de ses partenaires. Dans cette campagne, il y a toute une pédagogie de l'Europe à faire : l'Europe, « c'est moi et les autres », Bruxelles, c'est nous, ensemble. L'Europe doit revenir au coeur des débats nationaux.